

# INFORMEL

## Actualités des **directeurs de soins** Région Grand Est



www.ars.grand-est.sante.fr

N°12-79 / Janvier 2017

### ACTUALITÉS

- **Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine se sont réunies au sein d'une même grande région dans le cadre de la réforme territoriale.**

Accédez à l'[organigramme régional](#) de la nouvelle Agence Régionale de Santé et au dépliant « [Restons en contact](#) » qui vous présente les principaux contacts au niveau de la grande région.

Tous ces documents sont accessibles sur le nouveau site internet : [www.ars.alsace-champagne-ardenne-lorraine.sante.fr](http://www.ars.alsace-champagne-ardenne-lorraine.sante.fr)

- **Lettre d'information de l'Agence Régionale de Santé « Parcours Santé en ligne ».**

Accédez aux numéros de « [PARCOURS SANTE en ligne](#).

- **Ouverture du compte Twitter de l'ARS Grand-Est**

L'Agence régionale de santé Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine a ouvert le 15 septembre son compte Twitter. Il permet de suivre toute l'actualité de l'agence : chiffres clés de la santé, campagnes de prévention, innovations en santé, mise en ligne de publications, de communiqués de presse, événements, colloques

Grâce aux liens qui sont insérés, vous pourrez bénéficier d'informations complémentaires. Le compte Twitter permet également d'être informé en cas d'alertes sanitaires.

**Pour suivre les tweets de l'ARS Grand-Est rendez-vous sur [@ars\\_grand\\_est](#).**

- Colloque « virage ambulatoire » du 22 novembre : vous pouvez dès à présent vous inscrire et proposer à 1 ou 2 de vos collaborateurs d'y participer

#### A Noter

##### → textes

- [INSTRUCTION N° DGOS/PF4/2016/382 du 9 décembre 2016](#) relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année.
- [Décision](#) nos 389036 et autres du 7 décembre 2016 du Conseil d'Etat statuant au contentieux : actes exclusifs réalisés par les IBODE

##### → article

- [L'ARS consolide les soins](#) : article paru dans le Républicain Lorrain le 21 décembre 2016

→ **Mr Claude d'HARCOURT, directeur général de l'ARS Grand Est est nommé directeur général de la région Provence, Alpes, Côte d'azur à compter du 2/01/2017 ; Mr Christophe LANNELONGUE lui succède à partir du 2/01/2017.**

## REGLEMENTATION- BREVES

- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) déterminant la liste des examens réputés urgents ainsi que les conditions de réalisation et de rendu des résultats de ces examens
- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) fixant les conditions d'indépendance des organismes d'évaluation externe de la qualité
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 février 2003 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif pour les chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux, les assistants hospitaliers universitaires et les praticiens hospitaliers universitaires
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 14 février 2013 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif mentionnée aux articles D. 6152-612-1 et D. 6152-633-1 du code de la santé publique
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 8 juin 2000 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité spéciale d'engagement de service public exclusif pour les personnels enseignants et hospitaliers titulaires
- [INSTRUCTION N° SG/2016/377 du 2 décembre 2016](#) relative à la déclinaison de la stratégie territoriale du ministère des affaires sociales et de la santé par les ARS dans le cadre de la prévention et de la prise en charge de la radicalisation
- [INSTRUCTION N° DGOS/R1/2016/359 du 30 novembre 2016](#) relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé
- [L'INSTRUCTION N° DGS/MAPDS/2016/343 du 18 novembre 2016](#) relative à l'impact du projet de création de l'Union nationale des associations agréées des usagers du système de santé, et de ses délégations territoriales, et au dispositif de formation de base des représentants des usagers du système de santé, prévus par la loi de modernisation du système de santé.
- [Priorité encore à la recherche en soins primaires dans le PHRC 2017](#) (APM du 22/12/16)
- [Saint-Dizier \(Haute-Marne\): la clinique s'installera sur le site de l'hôpital au plus tard le 1er septembre 2017](#) (APM du 22/12/16)
- [L'ordre des kinésithérapeutes satisfait du projet de décret sur la prescription d'activité physique adaptée](#) (APM du 22/12/16)

- [Le gouvernement a publié son plan d'action sur le polyhandicap](#) (APM du 23/12/16)
- [Handicap psychique: un plan pour faire évoluer les pratiques des professionnels sanitaires et médico-sociaux](#) (APM du 23/12/16)
- [Un collégien français sur cinq porteur d'un handicap ou d'une maladie chronique](#) (APM du 23/12/16)
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016](#) relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer
- [Décret n° 2016-1813 du 21 décembre 2016](#) relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales
- [Arrêté du 19 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 24 février 2014 relatif aux modalités d'organisation de la validation des acquis de l'expérience pour l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 14 février 2013 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif mentionnée à l'article D. 6152-220-1 du code de la santé publique
- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 7 janvier 2014 fixant la liste des emplois fonctionnels des directeurs des soins du groupe II mentionné à l'article 1er du décret n° 2014-8 du 7 janvier 2014 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois fonctionnels de directeur des soins de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016](#) relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé
- [Décret n° 2016-1990 du 30 décembre 2016](#) relatif aux conditions de dispensation de l'activité physique adaptée prescrite par le médecin traitant à des patients atteints d'une affection de longue durée

- [Décret n° 2016-1758 du 16 décembre 2016](#) relatif à la vaccination contre l'hépatite B des thanatopracteurs
- [Arrêté 9 décembre 2016](#) fixant les modalités d'évaluation et le contenu du rapport d'évaluation annuel des maisons de naissance
- [Arrêté du 16 décembre 2016](#) relatif à la dotation des régimes d'assurance maladie pour le financement des actions et expérimentations nationales concourant à l'amélioration de la qualité et de la coordination des soins dispensés en ville
- [Décret n° 2016-1743 du 15 décembre 2016](#) relatif à l'annexe au contrat de séjour dans les établissements d'hébergement sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées
- [Décret n° 2016-1745 du 15 décembre 2016](#) modifiant le décret n° 2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique hospitalière et divers décrets portant statuts particuliers de personnels de la catégorie C de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2016-1746 du 15 décembre 2016](#) relatif au classement indiciaire applicable aux corps des moniteurs d'atelier de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des moniteurs d'atelier de la fonction publique hospitalière
- [INSTRUCTION N° DGOS/PF4/2016/382 du 9 décembre 2016](#) relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année.
- [Décret n° 2016-1785 du 19 décembre 2016](#) relatif à l'agrément des accueillants familiaux
- [Arrêté du 14 décembre 2016](#) portant **ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs des soins de la fonction publique hospitalière**
- [Délibération n° 2016-13 du 30 novembre 2016](#) modifiant l'organisation générale du Centre national de gestion
- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) déterminant la liste des examens réputés urgents ainsi que les conditions de réalisation et de rendu des résultats de ces examens
- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) fixant les conditions d'indépendance des organismes d'évaluation externe de la qualité
- [Arrêté du 15 décembre 2016](#) fixant les conditions d'indépendance des organismes d'évaluation externe de la qualité
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 février 2003 relatif à l'indemnité

d'engagement de service public exclusif pour les chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux, les assistants hospitaliers universitaires et les praticiens hospitaliers universitaires

- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 14 février 2013 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif mentionnée aux articles D. 6152-612-1 et D. 6152-633-1 du code de la santé publique
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 8 juin 2000 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif
- [Arrêté du 20 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité spéciale d'engagement de service public exclusif pour les personnels enseignants et hospitaliers titulaires
- [INSTRUCTION N° SG/2016/377 du 2 décembre 2016](#) relative à la déclinaison de la stratégie territoriale du ministère des affaires sociales et de la santé par les ARS dans le cadre de la prévention et de la prise en charge de la radicalisation
- [Décret n° 2016-1805 du 22 décembre 2016](#) modifiant le décret n° 2003-1164 du 8 décembre 2003 portant création du comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016](#) relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [LOI n° 2016-1827 du 23 décembre 2016](#) de financement de la sécurité sociale pour 2017
- [Observations du Gouvernement](#) sur la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017
- [LOI n° 2016-1828 du 23 décembre 2016](#) portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat
- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2015 fixant la liste des établissements mentionnés aux 2° à 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière dont la direction permet l'accès à l'échelon fonctionnel de la hors classe du corps des directeurs des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012 fixant la liste des établissements relative aux emplois fonctionnels

de direction des établissements mentionnés aux 2° à 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article

- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 7 janvier 2014 fixant la liste des emplois fonctionnels des directeurs des soins du groupe II mentionné à l'article 1er du décret n° 2014-8 du 7 janvier 2014 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois fonctionnels de directeur des soins de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 15 décembre 2008 fixant la liste des établissements mentionnés aux 2° à 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière qui sont dirigés par un directeur des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière de classe normale

- [Décret n° 2016-1848 du 23 décembre 2016](#) relatif à la formation des professionnels qui mettent un appareil de bronzage à disposition du public ou qui participent à cette mise à disposition

- [Décret n° 2016-1871 du 26 décembre 2016](#) relatif au traitement de données à caractère personnel dénommé « système national des données de santé »

- [Délibération n° 2016-316 du 13 octobre 2016](#) portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif au Système national des données de santé (demande d'avis n° 16018114)

- [Décret n° 2016-1873 du 26 décembre 2016](#) fixant le cahier des charges et la procédure de labellisation des maisons départementales de l'autonomie

- [Arrêté du 22 décembre 2016](#) fixant le montant de la dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie au centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière pour l'année 2016

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant pour l'année 2016 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

- [Arrêté du 26 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 31 mai 2016 fixant pour l'année 2016 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé

- [INSTRUCTION N° DGOS/R5/2016/392 du 2 décembre 2016](#) relative aux équipes de soins primaires (ESP) et aux communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS).

- [Décret n° 2016-1890 du 27 décembre 2016](#) portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets

- [Décret n° 2016-1895 du 28 décembre 2016](#) relatif aux activités de services à la personne (*art. 47 de la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement*)

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017

- [Décret n° 2016-1897 du 27 décembre 2016](#) relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et supprimant l'Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière

- [Décret n° 2016-1899 du 27 décembre 2016](#) relatif à la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné et au financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 26 février 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 31 mai 2016 modifié fixant pour l'année 2016 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional (FIR) et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) relatif au financement des missions prévues au III ter de l'article 40 modifié de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001

- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) fixant le cahier des charges pour la désignation des laboratoires de biologie médicale de référence

- [Arrêté du 26 décembre 2016](#) déterminant pour la période 2016-2020 le nombre d'internes en médecine à former par spécialité et par subdivision

- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 27 avril 2016 fixant pour l'année 2016 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) portant ouverture du concours spécial d'internat de médecine du travail au titre de l'année universitaire 2017-2018
- [Décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016](#) relatif à la modernisation de la médecine du travail
- [Décret n° 2016-1909 du 28 décembre 2016](#) relatif aux accords de préservation ou de développement de l'emploi mentionnés à l'article L. 2254-2 et suivants du code du travail et au parcours d'accompagnement personnalisé
- [Décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016](#) modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat
- [LOI n° 2016-1917 du 29 décembre 2016](#) de finances pour 2017
- [LOI n° 2016-1919 du 29 décembre 2016](#) relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) portant agrément d'un éco-organisme de la filière des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) perforants, produits par les patients en auto traitement ou par les utilisateurs des autotests de diagnostic en application des articles L. 4211-2-1 et R. 1335-8-7 à R. 1335-8-11 du code de la santé publique et de l'article L. 541-10 du code de l'environnement
- [Décret n° 2016-1940 du 28 décembre 2016](#) relatif aux dispositifs d'appartements de coordination thérapeutique « Un chez-soi d'abord »
- [Décret n° 2016-1942 du 28 décembre 2016](#) fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) fixant, au titre de l'année 2016, le nombre maximum de diplômes d'études spécialisées complémentaires de groupe I susceptibles d'être délivrés par reconnaissance de l'expérience professionnelle
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) portant ouverture au titre de l'année universitaire 2017-2018 du concours d'internat de médecine à titre européen pour les médecins français, andorrans, suisses ou ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) portant ouverture au titre de l'année universitaire 2017-2018 du concours d'internat en médecine à titre étranger pour les médecins autres que les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse
- [Arrêté du 27 décembre 2016](#) fixant les modalités de l'organisation de l'urgence médico-psychologique
- [Arrêté du 26 décembre 2016](#) relatif aux conditions de vérification de l'immunisation des thanatopracteurs en formation pratique et en exercice soumis à l'obligation de vaccination contre l'hépatite B
- [Arrêté du 23 décembre 2016](#) relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement
- [Arrêté du 29 décembre 2016](#) relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- [Circulaire du 22 décembre 2016](#) relative à la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique
- [Arrêté du 30 décembre 2016](#) fixant le taux prévisionnel d'évolution des dépenses de transports résultant de prescriptions médicales effectuées dans les établissements de santé et remboursées sur l'enveloppe des soins de ville pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017
- [Arrêté du 28 décembre 2016](#) relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales
- [Décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016](#) relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
- [Décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016](#) relatif à l'obligation de transmission d'une

déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

- [Décret n° 2016-1970 du 28 décembre 2016](#) relatif au compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité

- [Arrêté du 4 janvier 2017](#) portant ouverture du concours national d'internat donnant accès au troisième cycle spécialisé des études pharmaceutiques au titre de l'année universitaire 2018-2019

- [Arrêté du 4 janvier 2017](#) portant ouverture du concours d'internat de pharmacie à titre européen pour les pharmaciens ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse au titre de l'année universitaire 2018-2019

- [Arrêté du 4 janvier 2017](#) portant ouverture du concours d'internat de pharmacie à titre étranger pour les pharmaciens autres que les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse au titre de l'année universitaire 2018-2019

- [Arrêté du 4 janvier 2017](#) portant ouverture du concours national d'internat en odontologie au titre de l'année universitaire 2017-2018

- [Arrêté du 4 janvier 2017](#) portant ouverture du concours d'internat en odontologie à titre européen pour les praticiens de l'art dentaire français, andorrans ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse au titre de l'année universitaire 2017-2018

- [Avis](#) aux producteurs, distributeurs, importateurs et utilisateurs de produits destinés aux soins de conservation du corps de la personne décédée (ou fluides de thanatopraxie)

- [Arrêté du 22 décembre 2016](#) relatif à la protection du secret des actes et prestations pris en charge intégralement par l'assurance maladie pour les ayants droit mineurs et majeurs infectés par le virus de l'immunodéficience humaine ou par le virus de l'hépatite C

- [Arrêté du 10 janvier 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études de sage-femme à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2016-2017 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2017-2018 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février

2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [Arrêté du 10 janvier 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en médecine à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2016-2017 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2017-2018 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- APM du 10/01/17 [Etablissements de santé: un rôle pour Edouard Couty dans la mise en oeuvre de la stratégie sur la qualité de vie au travail](#)

- L'ancien directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos) Edouard Couty pourrait jouer un rôle dans la mise en oeuvre de la stratégie nationale d'amélioration de la qualité de vie au travail dans les établissements de santé et médico-sociaux, a-t-on appris de sources concordantes.

- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017](#) relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel

- [Ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017](#) relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel

- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017](#) relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire

- [Ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017](#) relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire

- [LOI n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels](#)

[Echéancier de mise en application de la loi mis à jour le 12/01/2017](#)

- [Décision du 12 janvier 2017](#) portant application de l'article 15, alinéa 3, du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 12 janvier 2017](#) modifiant l'arrêté du 15 juin 2016 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques

exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé

- [Arrêté du 9 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2015](#) autorisant le financement dérogatoire de protocoles de coopération entre professionnels de santé
- [Arrêté du 12 janvier 2017](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2000 fixant le montant de l'indemnité spéciale d'engagement de service public exclusif pour les personnels enseignants et hospitaliers titulaires
- [Ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017](#) de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé
- [Instruction n° SG/2016/348 du 21 octobre 2016](#) relative à la territorialisation de la politique de santé en application des articles 158 et 162 de la loi n° 2016-41 de modernisation de notre système de santé
- [Instruction n° DGS/MAPDS/2016/327 du 4 novembre 2016](#) relative au dispositif d'autorisation et de financement des pôles régionaux de compétence en éducation pour la santé et promotion de la santé
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017 précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique
- [Ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017](#) précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical
- [Ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017](#) relative à la profession de physicien médical
- [Rapport au Président de la République](#) relative à l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé
- [Ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017](#) relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique
- [Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017](#) portant diverses dispositions relatives au

compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique

- [Arrêté du 17 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2012](#) relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste
- [Arrêté du 10 janvier 2017](#) désignant les personnes qualifiées chargées de la vérification des demandes de reconnaissance des qualifications professionnelles de thanatopracteur
- [Arrêté du 19 janvier 2017](#) portant abrogation de l'arrêté du 16 mars 2007 modifié fixant les conditions de prise en charge pour l'admission en hospitalisation à domicile d'un ou plusieurs résidents d'établissement d'hébergement pour personnes âgées en vertu de l'article R. 6121-4 du code de la santé publique
- [Décret n° 2017-71 du 25 janvier 2017](#) portant publication du protocole de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec portant sur la modernisation et l'efficacité de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique, signé à Québec le 14 octobre 2016
- [Décret n° 2017-83 du 25 janvier 2017](#) relatif aux conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle
- [Rapport](#) au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-84 du 26 janvier 2017 relative à la Haute Autorité de santé
- [Ordonnance n° 2017-84 du 26 janvier 2017](#) relative à la Haute Autorité de santé
- [Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017](#) portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation
- APM du 27/01/17 [Conflits dans les hôpitaux: Edouard Cauty chargé de préfigurer la fonction de médiateur \(lettre de mission\)](#)
- APM du 27/01/17 [Suites de la "grande conférence de la santé" de 2016 : plusieurs textes sont en préparation](#)
- APM du 27/01/17 [HAD: levée des restrictions d'indication dans les établissements pour personnes âgées au 1er mars \(arrêté\)](#)
- APM du 28/01/17 [Protocole PPCR: les indices de rémunération des fonctionnaires de catégorie A revalorisés](#)

● APM du 28/01/17 [Les dépenses du régime général d'assurance maladie ont progressé de 2,1% en 2016](#)

● APM du 31/01/17 [Assistance juridique: un décret encadre la protection fonctionnelle des agents publics](#)

● APM du 31/01/17 [Fonction publique: le rôle et les moyens de la commission de déontologie renforcés](#)

● APM du 31/01/17 [Cumul d'activités des fonctionnaires: les conditions de dérogation précisées dans un décret](#)

## **OSTEOPATHIE**

● **Décisions relatives aux établissements autorisés à dispenser une formation en ostéopathie**

**Décision n° 2015-19 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie (CEESO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-05 du 7 juillet 2015** portant agrément de la Fondation EFOM Boris DOLTO pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-17 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut des hautes études ostéopathiques - IDHEO Nantes pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-20 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut Dauphine d'ostéopathie (IDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-09 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie Lyon (CEESO)

**Décision n° 2015-14 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-03 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique européen (COE) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-11 du 7 juillet 2015** portant agrément du collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-15 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur ostéopathique Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-16 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-10 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-04 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie (InSO Lille) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-01 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Rennes (IO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-08 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM-IFBO)

**Décision n° 2015-06 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Lyon (ISOSTEO Lyon) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-12 du 7 juillet 2015** portant agrément de ITO-Bordeaux pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-21 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Paris - CETOHM-FI (ISOP) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-22 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique de Provence Aix-Marseille pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-23 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole d'ostéopathie de Paris (EO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-07 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie de Rennes (IFSO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-13 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-28 du 29 septembre 2015** portant agrément provisoire de l'établissement de formation en ostéopathie OSTEOBIO de Cachan

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-27 du 16 septembre 2015** portant agrément provisoire du centre d'ostéopathie ATMAN de Valbonne - Sophia-Antipolis

**Décision n° 2015-29 du 9 octobre 2015** modifiant la décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie |

**Décision n° 2016-01 du 3 mars 2016** portant agrément du centre d'ostéopathie ATMAN pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-02 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Andrew Taylor Still Academy (ATSA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-03 du 3 mars 2016** portant agrément du Collège ostéopathique du Pays basque (COPB) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-04 du 3 mars 2016** portant

agrément de l'école Danhier d'ostéopathie pour dispenser une formation en ostéopathie  
**Décision n° 2016-05 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie (IFSO) de Vichy pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-06 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Bordeaux (IOB) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-07 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Ecole européenne d'ostéopathie du campus privé **d'Alsace** (OSCAR) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-08 du 3 mars 2016** portant agrément de l'établissement de formation OSTEOBIO (SEMEV) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-09 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-10 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-11 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (CSO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-12 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie de Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-13 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-14 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM - IFBO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-15 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) de Toulouse pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-16 du 30 mai 2016** modifiant la décision n° 2016-08 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie OSTEOBIO – SEMEV

### Echanges d'idées et de pratiques

#### Appels à communication, à projets

- AFIC, 20<sup>e</sup> Rencontres infirmières en oncologie : Appel à communications. [Informations](#)

### PUBLICATIONS – DOCUMENTS

- Les Groupements Hospitaliers de Territoire en psychiatrie
- RH et GHT : 10 fiches pratiques
- SIDIEF. Mémoire sur la qualité des soins et la sécurité des patients : une priorité mondiale. 2015, [document](#)
- Anap. Mettre en œuvre un projet de parcours en psychiatrie et santé mentale - Kit d'outils, [informations](#)
- Haut conseil de la santé publique. Propositions d'objectifs et d'indicateurs de résultats attendus du PNSE3 [Plan national santé environnement 2015-2019]. 1<sup>er</sup> décembre 2016, [document](#)
- Makdessi Y., Pradines N. En EHPAD, les résidents les plus dépendants souffrent davantage de pathologies aiguës. Drees, Etudes et résultats, n°0989, décembre 2016, [document](#)
- Calvé J., Beaulieu M., Pelletier C. L'intervention en contexte d'autonégligence. Université de Sherbrooke, Chaire de recherche sur la maltraitance envers les personnes âgées, Guide de pratique, Édition octobre 2016, [document](#)
- Ministère des affaires sociales et de la santé. Stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale. Volet polyhandicap. Décembre 2016, [document](#)
- Ministère des affaires sociales et de la santé. Stratégie quinquennale de l'évolution de

l'offre médico-sociale. Volet handicap psychique. Décembre 2016, [document](#)

- Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et l'Institut national des études territoriales (Inet). La participation des usagers dans les politiques sociales. [Rapport final \[Synthèse\]](#), 2016

- IRDES [L'accès aux soins en cancérologie : évolution de l'offre et recours aux soins entre 2005 et 2012](#) JULIA BONASTRE, VIRGINIE MOBILLION, ZEYNEP OR, MARIAMA TOURE

- **Les GHT progressent sur le projet de soins partagé**, 10 janvier 2017 : L'Association française des directeurs de soin (AFDS) a mené une enquête auprès des 135 GHT pour évaluer l'état d'avancée de ce dispositif sur le terrain. Les résultats montrent qu'une majorité de travaux sur le projet médical partagé font participer un représentant paramédical, un directeur de soins la plupart du temps.

[Source : cadredeante.com](#)

- Etablissements de santé - Risques psychosociaux des personnels médicaux : recommandations pour une meilleure prise en charge - Mise en responsabilité médicale : **recommandations pour une amélioration des pratiques**, mise en ligne janvier 2017  
*Publication des travaux de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) : 1/ « Formaliser les conditions de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, de mise en œuvre opérationnelle et d'évaluation des différentes actions engagées avec un volet consacré aux jeunes en formation, externes et internes, compte tenu de la spécificité de leur parcours au sein des établissements de santé » ; 2/ « Formuler des propositions permettant d'améliorer les procédures de désignation et d'exercice de leurs missions managériales par les responsables médicaux au sein des établissements ».* Un troisième point concernant l'hôpital européen Georges Pompidou (HEGP) a fait l'objet d'un rapport spécifique.

[Tome 1](#) (rapport). [Tome 2](#) (annexes).

[Source : IGAS](#)

### DPC

- Loi 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée par la loi 2011-940 du 10 août 2011
- [Décrets 2010-1204](#) du 11 octobre 2010

relatifs aux modalités d'intégration des protocoles de coopération étendus dans le DPC et la formation initiale des professionnels de santé

- Décret 2011-2113 du 30 décembre 2011 relatif à l'organisme gestionnaire du DPC
- Décrets 2011-2114 ; 2011-2115 ; 2011-2116 ; 2011-2117 ; 2011-2118 relatifs aux DPC de chacune des professions concernées
- Décrets 2012-26 ; 2012-27 ; 2012-28 ; 2012-29 ; 2012-30 relatif à la commission scientifique de chacune des professions concernées
- Arrêté du 16 mars 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins
- Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la convention constitutive du GIP « organisme gestionnaire du DPC »
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des SF
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes
- Arrêté du 3 mai 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des pharmaciens
- Arrêté du 21 août 2012 portant approbation du budget provisoire du GIP « OGDPC » : JO du 31 août 2012
- Arrêté du 29 octobre 2012 portant soumission du groupement d'intérêt public « organisme gestionnaire du DPC au contrôle économique et financier de l'Etat et désignation de la mission « santé » du service du contrôle général économique et financier pour exercer ce contrôle : JO du 7/11/ 2012
- Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à l'indemnisation des membres des instances de l'OGDPC : JO du 17 novembre 2012
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif à la composition du dossier de demande d'enregistrement en qualité d'organisme de développement professionnel continu et du dossier d'évaluation prévus aux articles R. 4021-23 et R. 4021-24 du CSP
- Publication par la HAS de « la liste des méthodes et des modalités » de fonctionnement des programmes La liste des méthodes et modalités de DPC
- Arrêté du 26 février 2013 fixant la liste des orientations nationales du développement professionnel continu des professionnels de santé pour l'année 2013
- Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au modèle d'attestation délivrée par un organisme de développement professionnel continu à un professionnel de santé justifiant de sa participation à un programme de développement professionnel continu

- Arrêté du 28 juin 2013 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 17 avril 2014 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins *JO du 19 avril 2014*
- Arrêté du 22 mai 2014 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Décret n° 2014-1138 du 7 octobre 2014 relatif à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 7 octobre 2014 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 11 mai 2015 portant approbation de la modification de la convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu »
- Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à la prorogation de la durée du mandat des membres de la commission scientifique indépendante des médecins
- Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé
- Arrêté du 28 juillet 2016 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Agence nationale du développement professionnel continu »
- Arrêté du 7 septembre 2016 portant nomination à l'Agence nationale du développement professionnel continu
- Arrêté du 14 septembre 2016 relatif aux critères d'enregistrement des organismes ou structures qui souhaitent présenter des actions de développement professionnel continu auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu et à la composition du dossier de présentation des actions
- Décret n° 2016-1317 du 5 octobre 2016 relatif à l'attribution de missions dans le cadre du développement professionnel continu des professions de santé en l'absence de conseils nationaux professionnels

### Coopération entre professionnels de santé

→ Le logiciel COOP-PS est une application informatique nationale supportant le dossier à utiliser pour toute demande concernant les coopérations interprofessionnelles. L'envoi de la lettre d'intention, d'un protocole de coopération, des demandes d'adhésions et leur instruction sont donc dématérialisés.

Plusieurs liens ont été créés pour vous permettre de vous connecter. En cliquant sur le 1<sup>er</sup> lien vous visualiserez la procédure et la réglementation concernant les protocoles de coopération ; vous pourrez en cliquant à droite de la page, faire apparaître les objectifs du logiciel « COOP-PS » et ouvrir la fenêtre concernant le logiciel. Avec le 2<sup>ème</sup> lien, vous vous connecterez directement au logiciel « COOP-PS »

<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Lesprotocoles-decooperation.153046.0.html><https://coopps.ars.sante.fr/init/index.jsp>

→ **Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur la coopération entre professionnels de santé**  
Disponible sur Internet : <http://www.senat.fr/rap/r13-318/r13-3181.pdf>  
GENISSON Catherine/MILON Alain, Sénat, Paris, 2014, 57 p.

→ Instruction DSS/1B/2015/209 du 13 mai 2015 relative aux modalités de mise en œuvre de protocoles de coopération concernant le bilan visuel

### Journée régionale des directeurs des soins

Merci de proposer des sujets à traiter

#### Annonces

*l poste de coordonnateur général des soins à pourvoir :*

- Au CHRU de NANCY
- Au CHRU de REIMS

#### Congrès

#### Mai 2017

● **8-12** – L'Association Portugaise d'Infirmiers : le 5<sup>ème</sup> Congrès Global pour la Recherche Qualitative en Santé et la 14<sup>ème</sup> Conférence International en Soins Infirmiers (Lisbonne, Portugal), [langues : portugais, anglais, français et espagnol], [informations](#)

● **17-18** – Salon infirmier

● **19-20** Congrès Pleine Conscience : CONTACT : Barbara SPICK ; UFR SHS-METZ APEMAC/EPSSAM - EA 4360 Île du Saulcy, 57000 METZ – France

[spick@univ-lorraine.fr](mailto:spick@univ-lorraine.fr) 03 87 31 52 29

● **27 mai-1<sup>er</sup> juin** – Congrès Conseil international des infirmières (Barcelone, Espagne). L'appel à communications est ouvert du 16 mai au 10 octobre 2016, [informations](#)

#### Juin 2017

● **21-22** – 25<sup>èmes</sup> journées d'Hygiène de Lorraine et de Lutte contre les infections nosocomiales : domaine de l'Asnée à VILLERS lès NANCY : renseignements [arlin@chru-nancy.fr](mailto:arlin@chru-nancy.fr) ☎ 03/83/15/74/58

#### Septembre 2017

● **8-9** – Anap : 7<sup>ème</sup> édition, l'Université d'été de la performance en santé (Rennes) :

● appel à communications : date limite d'envoi : avant le 15/02/17

● **20-22** – journées d'études AFDS

● **28-29** 7<sup>ème</sup> Colloque de recherche paramédicale du grand sud-ouest : « De l'expertise clinique à la pratique avancée... une opportunité pour la recherche paramédicale ? [Informations](#)

#### Juin 2018

**3-6** – 7<sup>e</sup> Congrès mondial du SIDIIEF : « La profession infirmière engagée vers l'avenir : chercher, innover, soigner », [Informations](#)

**Pour des échanges fructueux au niveau régional, transmettez-nous vos idées, suggestions, travaux, informations sur les sessions de formation que vous organisez par exemple au plus tard la dernière semaine de chaque mois.**

**Claudine JOBST CPR (Grand Est Alsace)**

**Véronique PERROT CPR (Grand Est Champagne Ardenne)**

**Sabine RIGON DA DRHS –CPR CTR (Grand Est Lorraine)**

#### Remerciements à

- **Ljiljana JOVIC, conseillère technique en soins à l'ARS Ile de France**
- Thierry POOR service documentation ARS Grand Est**